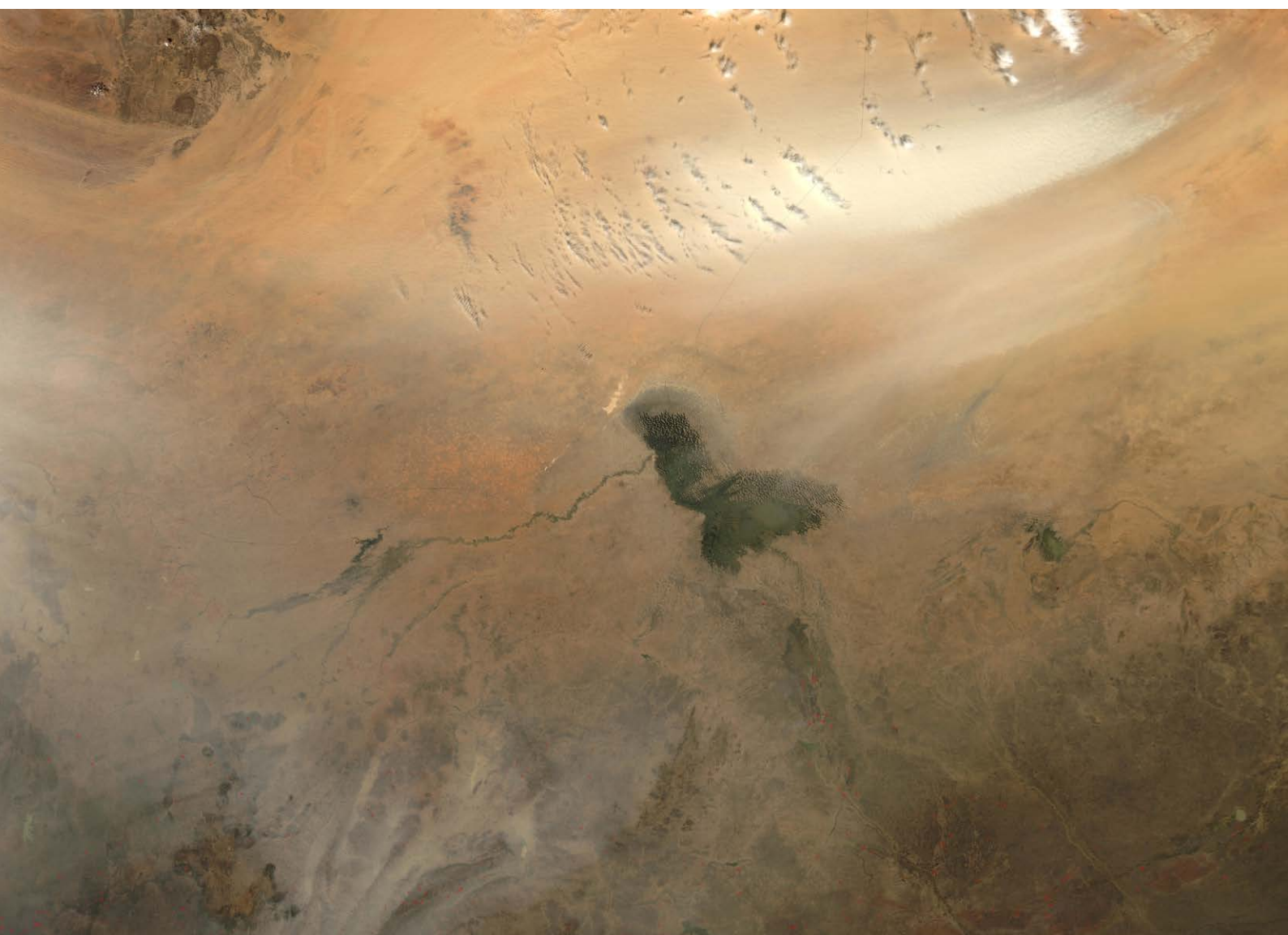


Projet RECOSOC

Analyse des conflits dans les régions
de Diffa et Agadez (Niger) et les
provinces du Lac et de Kanem (Tchad)



1. SYNTHÈSE

Le projet **Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones frontalières du Niger et du Tchad** (RECOSOC) est financé par l'Union européenne (UE) à travers le Programme de développement d'urgence (PDU) pour la stabilisation des zones fragiles transfrontalières du Niger et du Tchad, pour une durée de quatre ans. Il est mis en œuvre par un consortium composé d'OXFAM (chef de file), CARE International, International Alert et des partenaires locaux Hed Tamat au Niger, Help-Tchad et ARDEK au Tchad. Ce projet sous-régional vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la cohésion sociale dans les régions les plus fragiles du Niger (Agadez et Diffa) et du Tchad (Lac et Kanem).

Entre décembre 2022 et janvier 2023, des données primaires ont été collectées dans les zones d'intervention afin d'analyser les conflits en cours. Cet exercice a pour objectif principal de cartographier les typologies des conflits, leurs dynamiques, leurs évolutions, leurs causes sous-jacentes et leurs effets. Il s'agit en outre de recueillir les pistes de résolution endogènes en tenant compte des spécificités de chaque zone.

Les résultats de cette étude sont destinés à orienter les activités des partenaires du consortium RECOSOC afin qu'elles soient sensibles aux contextes conflictuels de ces zones. Une méthodologie qualitative a été adoptée pour mener cette étude. Les données ont été collectées par le biais de groupes de discussion et d'entretiens semi-structurés avec les informateurs principaux identifiés lors de l'étape préparatoire. La collecte a été réalisée par l'équipe du projet, notamment les MobCom/animateurs, encadrés par le chargé MEAL ou l'assistant chef de projet dépendant de la région/du pays.

2. CONTEXTE DU PROGRAMME

Les régions d'Agadez et de Diffa, au Niger, vivent dans un climat d'insécurité causé par les activités dans la zone frontalière avec la Lybie, mais aussi par la pression des organisations extrémistes violentes qui entrave l'accès déjà limité aux services sociaux de base. Au nouveau système de gouvernance ainsi créé, marqué par la corruption, s'ajoute l'intensification des conflits violents sous l'effet combiné de la crise socio-économique, des chocs climatiques et de la crise migratoire. Les facteurs environnementaux réduisent la capacité des communautés à accéder aux ressources naturelles déjà sous pression humaine. Le projet RECOSOC s'inscrit dans un large programme sous-régional des pays du G5 Sahel. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la cohésion des populations hôtes et des déplacés forcés, par le renforcement des moyens d'existence et la gestion efficace des conflits communautaires liés à l'accès aux ressources naturelles et à leur contrôle, notamment pour les agriculteurs et les éleveurs.

Le bassin du lac Tchad est une région peuplée d'une multitude de communautés, dont l'histoire est plusieurs fois millénaire et l'environnement socioculturel varié. Le bassin est situé à cheval sur quatre pays (Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun) qui partagent des frontières très poreuses. Depuis une dizaine d'années, la violence induite par les groupes armés non étatiques, les chocs climatiques et les tensions intercommunautaires ont augmenté la vulnérabilité de la population locale. La réponse anti-insurrectionnelle des forces de sécurité nationale a également exacerbé la vulnérabilité des populations de cet environnement déjà fragile, semant la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, il est important que les projets d'aide d'urgence et de développement soient à la fois sensibles aux conflits et basés sur une compréhension profonde de ces dynamiques. C'est ainsi qu'ils pourront réduire au minimum les risques de perpétuer les conflits, et tirer le meilleur parti des possibilités d'accroître la cohésion sociale.

Afin que le projet RECOSOC soit sensible aux conflits et puisse répondre efficacement aux besoins des communautés conformément aux objectifs fixés dans son cadre logique, des dispositifs ont été prévus pour conduire des analyses de contexte et garantir l'intégration de l'approche sensible aux conflits. L'analyse, qui forme le socle de l'approche sensible aux conflits, permettra effectivement de cerner les types de conflits, les facteurs déterminants dans ces conflits et les vulnérabilités qui affectent les populations. Elle permettra en outre de dégager les rôles, les capacités et les limites des médiateurs locaux ainsi que de cerner toutes les autres opportunités et les menaces qui pèsent sur la paix et le développement.

3. MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

Cette synthèse s'appuie sur les données de l'étude des perceptions de la sécurité auprès des populations dans le cadre du projet RECOSOC ; 52 personnes ont été interrogées et 21 discussions de groupe ont été organisées dans 23 villages, sur les 41 répartis entre les régions d'Agadez et de Diffa. L'étude avait pour objectif d'analyser et de faire ressortir les dynamiques conflictuelles de la zone d'intervention du projet RECOSOC. Les questions portaient sur les types de conflit, les facteurs de cohésion et de division au sein des communautés d'intervention, et les acteurs clés. L'approche multisectorielle adoptée intégrait la résilience et la cohésion sociale des communautés ciblées de part et d'autre des frontières des deux pays concernés. Les résultats présentés ci-après sont issus d'une analyse des résultats de l'enquête prenant en compte les dynamiques des conflits dans les communes cibles. L'approche qualitative de cette analyse est basée sur une démarche participative consistant à conduire des entretiens avec les principaux informateurs et des discussions avec les groupes d'hommes, de femmes, de jeunes (filles et garçons), dans le but d'en dégager des constats, d'en tirer des résultats et d'orienter les activités du projet vers une approche sensible aux conflits. Les phases d'exploitation des données sont successivement le dépouillement, l'analyse des relations entre les variables et la comparaison des résultats.

4. PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'analyse des données collectées a permis de caractériser des types de conflits pouvant être regroupés en quatre grandes catégories : les conflits liés à l'accès aux ressources, les conflits institutionnels, les conflits entre groupes communautaires et les autres types de conflits sur lesquels le projet doit être vigilant compte tenu de la fragilité des relations entre les groupes.

» Les conflits liés à l'accès aux ressources

Les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles sont des conflits essentiellement dus à l'exploitation des ressources naturelles, en rapport notamment avec l'accès aux terres, aux pâturages, aux points d'eau et aux bois de chauffe. Il s'agit essentiellement des conflits éleveurs-pêcheurs et agriculteurs-pêcheurs, la concurrence pour l'accès étant plus rude dans la zone à vocation agricole. Ces types de conflit atteignent leur paroxysme en septembre et octobre sous l'effet de deux facteurs majeurs : l'arrivée précoce des troupeaux transhumants en provenance de la zone pastorale et la descente plus au sud des bêtes qui quittent la zone agropastorale où les points d'eau de surface s'assèchent rapidement à la fin de la saison des pluies. Ces conflits résultent pour l'essentiel des dégâts provoqués par le bétail dans les champs non encore récoltés, de l'occupation des axes de transhumance par les agriculteurs et de la multiplication des entraves à l'accès aux points d'eau et aux aires de pâturage.

Les conflits éleveurs-pêcheurs : ces conflits opposant les éleveurs aux pêcheurs ou les pêcheurs aux éleveurs sont essentiellement observés dans les zones de pêche du lac Tchad et de la Komadougou Yobé (région de Diffa). Ils sont provoqués par la destruction des *doumba* et autres installations de pêche par les éleveurs qui, pendant leurs traversées, abreuvent leurs bêtes dans les cours d'eau ou recherchent des pâturages. Les éleveurs reprochent aux pêcheurs de ne pas respecter les limites des zones de pêche.

Dans la commune de Tabélot (région d'Agadez), les conflits sont plus tendus entre les jardiniers et les éleveurs. Ils concernent l'accès aux points d'eau et l'utilisation des espaces de pâturage des couloirs de passage de la zone dans les vallées, à des fins de cultures irriguées/maraîchage.

Les conflits agriculteurs-pêcheurs sont propres à la région de Diffa, plus particulièrement aux zones de décrue du lac Tchad et de la Komadougou. Ils concernent l'occupation des lieux de pêche et surtout les poches de pêche dans des zones exondées très fertiles aux cultures de décrues.

D'une façon générale, les conflits liés aux ressources naturelles communes naissent à la fois du manque de compréhension des conditions d'accès et de contrôle en vigueur et des vives tensions aux points de rencontre des éleveurs (transhumants et locaux), des autres éleveurs et des membres de la communauté au Niger (Agadez et Diffa).

» Les conflits entre groupes communautaires : des conflits latents pour « le contrôle des territoires »

Les conflits entre groupes communautaires sont des conflits latents, le plus souvent peu ou pas résolus, dans des territoires sur lesquels repose une paix très précaire. Ils impliquent des problèmes de légitimité sur les terres ou des contestations relatives à l'administration de certains territoires dans les régions d'Agadez et de Diffa.

L'étude a permis de déceler quelques conflits communautaires qui menacent la stabilité dans les régions de Diffa et d'Agadez :

- Le conflit entre les communautés peuls et arabes, notamment entre les Peuls sédentaires et les Arabes mohamid pour le contrôle des zones pastorales dans la commune de N'gourti.
- Le conflit entre les Peuls sédentaires et les Kanouris Manga sur les cuvettes pastorales, les Peuls étant assis sur les cuvettes appartenant historiquement aux chefferies kanouri manga dans la zone du Kadzell et du Kaola.
- Le conflit entre les Boudoumas et les Peuls sédentaires sur le contrôle des zones de décrue du lac Tchad.
- Le conflit entre les Kanouris Mobeur de Bosso et la communauté boudouma du lac Tchad sur le contrôle territorial des îles du lac Tchad.
- Le conflit intercommunautaire causé par l'avènement de l'orpaillage, chaque communauté proclamant sa légitimité sur les terres de la commune de Tabelot.
- Le conflit intra-jeunes et intergénérationnel né de l'avènement des regroupements de jeunes en fadas (Agadez) et palais (Diffa), qui donne de plus en plus lieu à des affrontements entre les jeunes et des tensions entre leurs aînés et leurs chefs.

» Les autres types de conflits

La catégorie « autres types de conflits » prend en compte les tensions autour de l'exploitation des ressources minières, de la gouvernance, de la diversité culturelle et des migrations. Elle englobe :

- Les conflits entre jeunes, observés dans toutes les communes des deux régions du Niger. Ils résultent de rivalités masculines causées par la consommation de stupéfiants, la frustration, la mauvaise gouvernance et le manque d'opportunités économiques.
- Les conflits entre les populations hôtes et les populations déplacées ou réfugiées, nés des divergences culturelles, de l'occupation de l'espace et des pratiques des ONG d'aide humanitaire. Celles-ci ont tendance à assister les réfugiés/déplacés au détriment de la population hôte, provoquant un sentiment de frustration et de méfiance de la part de la communauté hôte envers les réfugiés/déplacés. Ce type de conflit nuit à la cohésion sociale entre les communautés et met à rude épreuve les efforts des ONG dans la région d'Agadez et de Diffa.
- Le récent conflit entre les populations locales et la société pétrolière CNPC dans la région de Diffa, né de l'exploitation du site d'Agadem. La construction du pipeline est très souvent évoquée par les personnes interrogées et fait ressortir leurs craintes d'éventuels dégâts sur les terres de cultures de cette région. Bien qu'il soit évoqué par les personnes interrogées, ce conflit n'est encore que latent. Les populations locales, et plus particulièrement les jeunes, ont maintes fois décrié le recrutement de main-d'œuvre non locale pour le compte de la CNPC pour certains postes non techniques, de chauffeur, manœuvre et autres.
- Le conflit lié au recrutement des personnels d'appui par les ONG internationales, lui aussi dénoncé par les jeunes de la région de Diffa.
- Les conflits autour de la question des migrations dans la région d'Agadez, révélés par l'enquête :
 - entre les autorités et la population (les jeunes, les leaders communautaires et les élus) autour de la loi qui criminalise le transport des migrants dans la zone d'Agadez, malgré la position de la CEDEAO sur la libre circulation des biens et des personnes dans son espace ;
 - entre, d'une part, les anciens orpailleurs traditionnels et ceux qui ont acquis un permis d'exploitation auprès du ministère des Mines sur des sites prometteurs déjà exploités par d'autres, et d'autre part entre les orpailleurs et les éleveurs autour des points d'eau, des aires de pâturage et des couloirs.

5. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET RECOSOC SUR LA RÉSILIENCE ET LA COHÉSION SOCIALE

Les activités de type AVEC et FARN, conçues et exécutées de manière minutieuse, dans un souci d'inclusion et de participation, ont contribué à renforcer la cohésion sociale inter et intracommunautaire en améliorant la confiance et les interactions entre les femmes, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur statut social ou de leurs croyances. La qualité, et non la quantité, des activités a joué un rôle majeur dans l'intensification de la communication, du dialogue et des échanges d'information entre les divers groupes de femmes et les hommes.

Les activités du projet RECOSOC axées sur la cohésion sociale ont amélioré le contact entre les communautés et les autorités civiles et militaires. Conjuguées avec les transferts conditionnels et inconditionnels en espèces, elles ont aussi réduit le soutien à la violence. Les communautés se sont senties à la fois protégées par les forces de sécurité, plus sûres d'elles et plus confiantes dans les autorités, ce qui renforce la gouvernance et la cohésion sociale.

Les transferts monétaires, le maraîchage et les formations thématiques, en réponse aux problèmes au cœur des conflits (chômage des jeunes, relations entre agriculteurs, mais aussi entre agriculteurs et éleveurs) ont été efficaces pour améliorer la tolérance entre groupes et la participation aux initiatives collectives.

Ce rapport ne reflète pas la position de l'Union européenne

PHOTO DE COUVERTURE : Lake Chad. Crédit : Jacques Descloitres, équipe d'intervention rapide MODIS, NASA/GSFC